

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Femme (France) > Violences à l'encontre des femmes (France) > **A gauche (France) - LFI et les violences sexistes : peut (beaucoup) mieux (...)**

A gauche (France) - LFI et les violences sexistes : peut (beaucoup) mieux faire !

jeudi 7 juillet 2022, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2022).

Mais qui est encore surprisE que les hommes, en particulier en position de pouvoir, dans les organisations de gauche, aient des comportements sexistes parfois très graves ? On peut citer les cas de Benjamin Amar à la CGT et au PCF, de Taha Bouhafis à la LFI, de Denis Baupin à EÉLV, etc. Au NPA aussi, nous avons été confrontés à des cas graves de violences sexistes et sexuelles. Nous ne nous pensons pas irréprochables sur notre gestion de ceux-ci, mais nous avons essayé d'apprendre et continuons nos efforts dans cet engagement.

Sommaire

- [Même à gauche, il est difficile](#)
- [Une bataille de chaque instant](#)

Dans « l'affaire Éric Coquerel », ce qui nous amène à réagir ici ne sont pas les faits rapportés (qui ne sont pas l'objet de cet article), mais la façon dont LFI, et en particulier des militantEs actuellement très en vue, réagissent aux accusations dont fait l'objet l'un de leurs députés.

Même à gauche, il est difficile de parler

D'abord il est toujours bon de rappeler certaines choses qui devraient être des évidences. Les fausses accusations sont extrêmement rares (on estime ces cas à environ 2/1000). Tout simplement parce qu'il est très difficile de dénoncer de tels agissements : remise en doute de la parole des femmes, minimisation des faits, culpabilisation des victimes... Et quand c'est dans notre propre camp politique, les femmes peuvent être accusées de fragiliser leur organisation, voire d'utiliser des fausses dénonciations à des fins politiques. À l'échelle de la société, cela se transcrit par le faible nombre de plaintes qui sont déposées par les victimes, et par l'omerta qui règne encore globalement malgré le mouvement #metoo. Même dans les cas les plus graves comme les viols, on estime que moins de 1 % des violeurs sont réellement condamnés. Dans de telles conditions, il faut être vraiment motivée pour dénoncer les violences dont on a été victime.



Crédit Photo. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Dans ce contexte, faire valoir la présomption d'innocence de l'accusé, cela signifie mécaniquement dire à la victime que ses accusations sont a priori fausses. Or, ce que demandent les femmes victimes de violences c'est justement qu'on les croit a priori. Et c'est ce que ne font pas LFI, Jean-Luc Mélenchon, Leïla Chaïbi, etc. Pourtant, quand bien même l'accusé serait finalement innocent, il aura été au pire suspendu quelques semaines le temps d'une enquête interne à l'organisation puis réhabilité par une communication. Convenons que ceci est bien moins grave que de faire subir à une victime la présence de son agresseur.

Une bataille de chaque instant

La prise en charge des violences sexistes et sexuelles a beaucoup progressé depuis le mouvement #metoo. Dans les organisations de gauche, un réel travail est fait pour améliorer la prise en charge des victimes. L'affaire en cours, de la même manière que celle de Denis Baupin [1], met en lumière les difficultés auxquelles nous sommes confrontéEs pour avancer, mais on voit aussi, dans les différences entre les deux affaires, les évolutions positives dans la prise en compte de la parole des militantes.

La question du pouvoir reste un obstacle majeur : plus la position occupée par l'agresseur est « élevée », plus il est difficile de faire émerger la parole des femmes et de prendre en charge les faits. Or cette question du pouvoir est incontournable dans les organisations quelles qu'elles soient. La position exprimée entre autres par Caroline De Haas², qui par ailleurs ne cache pas son soutien à la Nupes, résume bien ce qu'aurait pu être un traitement correct par LFI : assumer la prise en charge, encourager la parole des victimes, agir et sanctionner si nécessaire en proportion des actes, communiquer sur les actions prises.

En finir avec les violences sexistes et sexuelles et avec le sexisme ordinaire au sein de nos organisations ne peut se faire de manière décorrélée du reste de la société. Cette bataille est une bataille de chaque instant, de chaque lieu : à la maison, au travail, dans la rue, dans nos syndicats, nos partis. Elle est nécessaire et subversive car elle remet en cause des fonctionnements profondément ancrés. Mais elle œuvre à l'émancipation de touTEs et à l'épanouissement de chacunE.

Solidarité avec les femmes qui dénoncent les violences, victimes on vous croit ! Organisons-nous à tous les niveaux pour en finir avec cette société capitaliste et patriarcale.

NPA

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 623 (07/07/2022). Publié le Mercredi 6 juillet 2022 à 19h00 :
<https://lanticapitaliste.org/actualite/feminisme/lfi-et-les-violences-sexistes-peut-beaucoup-mieux-faire>

Notes

[1] <https://nouveaupartianticapitaliste.org/actualite/feminisme/laffaire-baupin-un-cas-decole-concernant-les-violences-sexistes>